



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

Région des Pays de la Loire

Notice d'information du territoire

« Marais de Haute Perche et de la Vallée du Tenu »

PY_HPVT

Campagne 2025

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Marais de Haute Perche et de la Vallée du Tenu » au titre de la campagne PAC 2025. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 CONTACTS

La **Chambre régionale d'Agriculture des Pays de la Loire** est porteuse du projet agroenvironnemental de ce territoire.

Les coordonnées de vos interlocuteurs au sein de ces structures sont les suivantes :

	Chambre d'agriculture PDL
Nom	Pauline CONVERSY
Téléphone	02 53 46 62 90
email	pauline.conversy@pl.chambagri.fr

2 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « MARAIS DE HAUTE PERCHE ET DE LA VALLE DU TENU» ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

La Chambre régionale d'agriculture des Pays de la Loire dépose un PAEC qui s'inscrit dans la continuité du travail mené par le Conseil Département 44 depuis 2016 sur le Marais de Haute Perche et de la Vallée du Tenu. Le maintien des MAEC sur ce secteur s'inscrit dans la dynamique du territoire de préserver les espaces agricoles et maintenir les fermes.

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées.

La partie Marais de haute Perche représente 967.70 hectares (47 exploitations recensées) et celle de la Vallée du Tenu 513.35 hectares (38 exploitations recensées).

Le territoire intègre partiellement les 7 communes suivantes :

Chaumes-en-retz
 Chauvé
 Machecoul-Saint-Même
 Pornic
 Port-Saint-Père
 Saint-Mars-de-Coutais
 Sainte-Pazanne

Les mesures ouvertes sur ce territoire sont dites « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

3 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Caractéristiques du territoire :

Marais de Haute Perche

Le marais de Haute Perche est un marais littoral, situé à proximité de Pornic, et subit la double influence de l'eau douce continentale et de l'eau salée marine. Fortement connecté par un réseau dense d'étiers, avec un système de vannes et d'écluses permettant de contrôler inondations et remontées d'eau marine, le marais de Haute Perche se compose principalement de vastes prairies humides, auxquelles s'associent quelques des secteurs de roselières.

Vallée du Tenu

La vallée du Tenu coule du lac de Grand-Lieu au marais breton. Peu pentue (1 cm/km), ce qui permet une circulation de l'eau par gravité dans les deux sens, cette vallée se caractérise par une hydrologie très fluctuante : crues hivernales fréquentes, étiages sévères en été (débits de quelques dizaines de l/s l'été à 50 m³/s l'hiver).

On y retrouve les mêmes habitats que dans les grandes zones humides de la Loire-Atlantique : principalement des prairies humides inondables, associées à des roselières et des surfaces en eau.

Les principaux enjeux agricoles et environnementaux :

Les deux sites, malgré leurs différences structurelles, font face aux mêmes enjeux :

- **Préservation des milieux humides, et maintien de l'inondabilité** : le marais de Haute Perche et la vallée du Tenu font partie du complexe de zones humides du pays de Retz et plus largement de la Loire Atlantique voire de la façade atlantique des Pays de Loire, puisqu'il constitue un lien avec les marais vendéens. Ces espaces sont cruciaux en termes de biodiversité : pour les espèces inféodées à ces milieux mais aussi pour la faune migratrice, proposant des zones de repos, de nourrissage et/ou de reproduction. Il est donc fondamental pour la préservation des habitats et des espèces de conserver la dynamique écologique de ces zones humides.
- **Gestion quantitative de l'eau** : la gestion de l'eau est indissociable de la fonctionnalité et de la qualité d'une zone humide, et peut donc être source de tension entre les différents usages (agriculture, pêche, chasse, tourisme, naturaliste...). Les besoins agricoles (accès aux parcelles, irrigation, abreuvement du bétail) impliquent une gestion parfois divergente de celle préconiser pour la préservation des milieux aquatiques et de leur biodiversité (exondation, entrée sur les parcelles...).
- **Gestion qualitative de l'eau** : étant généralement situé en limite aval des bassins versants, la qualité de l'eau dans les marais n'est pas optimale, et peut parfois être encore dégradé par les pratiques du sites ou les années climatiques particulières. **Eutrophisation et pollution diffuse** sont l'une des menaces à éviter sur les zones humides. Elles sont souvent la conséquence d'un excès de fertilisation ou d'usage de phytosanitaires, ou dues au rejet d'eaux usées ou polluées dans le milieu naturel ; et impactent la biodiversité des milieux humides (poissons, oiseaux d'eau, flore spécifique).
- **Pression foncière et dynamique agricole** : une régression des prairies naturelles au profit de cultures plus intensives peu s'observer sur les parcelles le permettant. Cela induit à terme une perte de biodiversité, mais aussi une raréfaction progressive de pratiques traditionnelles, comme le pâturage extensif ou la fenaison, pourtant adaptées au maintien des habitats patrimoniaux
- **Intrusions salines** : du fait de sa connexion au littoral, le marais de Haute Perche est également menacée par la montée du niveau marin. La gestion hydraulique sera

déterminante face au risque de salinisation, induisant de potentielles pertes de terres et donc de productivité agricole

Les pratiques agricoles répandues qui impactent les enjeux identifiés :

Sur les zones humides du marais de Haute Perche et de la Vallée du Tenu, l'exploitation des prairies naturelles se fait principalement par fauche et pâturage extensif (notamment bovin ou équin). Ce type de conduite des surfaces en herbe est favorable au maintien de prairies humides ouvertes riches en biodiversité et donc bénéfique à la faune inféodée de ces zones en participant au maintien d'une végétation adaptée aux cycles d'inondation et de sécheresse.

Cependant, les zones de marais et vallées alluviales sont aussi sous pression d'une conversion progressive de prairies humides en cultures (maïs ou céréales) ou à l'intensification de l'exploitation de l'herbe (par semis de graminées, drainage partiel, ...) sur les zones exondées (moins inondables). Cela peut entraîner l'appauvrissement floristique et faunistique, rigidifier le fonctionnement hydraulique, et accroître la sensibilité à la sécheresse.

Les exploitants participent à la préservation de la fonctionnalité du milieu également par l'entretien du réseau tertiaire et la remise en état des prairies après inondation. Mais certains prélèvements de la ressource sur le réseau hydraulique ou la nappe peuvent aussi accentuer le déficit hydrique estival et amplifier la compétition avec le milieu naturel en période d'étiage.

Le marais de Haute Perche, la Vallée du Tenu était depuis 2015 et jusqu'en 2023 associés au site N2000 de l'Estuaire de la Loire pour l'animation du dispositif MAEC. L'enjeu transversal, commun à tous ces sites, reste le maintien d'une agriculture extensive compatible avec la gestion hydrologique et la conservation de la biodiversité, conditionné par l'attractivité économique de ces systèmes agricoles humides.

Il est essentiel que les exploitants de ces zones humides soient également soutenus, et bénéficie des mêmes propositions de mesures volontaires que ceux des territoires N2000. Cependant, la non intégration de ces sites au dispositif N2000 induit absence de financement dédié à l'animation ainsi qu'à l'acquisition de données environnementales. Ces collectes de données prenant donc davantage de temps.

4 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre :

- une obligation de réaliser avant l'engagement un diagnostic agroenvironnemental de l'exploitation (avec un plan de gestion pour certaines MAEC) ;
- une obligation de réaliser une formation au cours des 2 premières années d'engagement dans la mesure (voir partie 7).

Les **MAEC proposées sont des mesures « localisées »** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux spécifiques et localisés de préservation de la biodiversité.

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
Prairies permanentes ou prairies temporaires	PY_HPVT_ESP1	Localisée	Permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe, d'accomplir leurs cycles par la mise en défens de 10% des surfaces engagées.	82 €	Niv 2 17 000 €
Prairies permanentes ou prairies temporaires	PY_HPVT_ESP2	Localisée	Permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe, d'accomplir leurs cycles par un retard d'usage des parcelles de 25 jours	145 €	Niv 2 17 000 €
Prairies permanentes ou prairies temporaires	PY_HPVT_ESP3	Localisée	Permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe, d'accomplir leurs cycles par un retard d'usage des parcelles de 35 jours	200 €	Niv 3 27 000 €
Prairies permanentes ou prairies temporaires	PY_HPVT_ESP4	Localisée	Permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe, d'accomplir leurs cycles par un retard d'usage des parcelles de 45 jours	254 €	Niv 3 27 000 €
Éléments ligneux	PY_HPVT_IAE1	Localisée	Assurer un entretien des éléments ligneux (haies, arbres isolés, ripisylve ou bosquets) favorables à une faune remarquable.	800 €	Niv 3 27 000 €
Zones humides- Fossés	PY_HPVT_IAE3	Localisée	Entretien des fossés afin d'assurer le bon écoulement de l'eau et le maintien des fonctionnalités écologiques et hydrologiques du réseau.	1.6 €/ml	Niv 3 27 000 €
Zones humides - Prairies permanentes	PY_HPVT_MHU2	Localisée	Préserver et diversifier les milieux humides par le pâturage de 50 % des surfaces engagées.	201 €	Niv 2 17 000 €
Zones humides - Roselières	PY_HPVT_ROSE	Localisée	Gérer les roselières favorablement à l'avifaune et aux insectes odonates.	132 €	Niv 3 27 000 €

Les MAEC sont cofinancées par des crédits européens (FEADER) et nationaux (MASA). Les modalités de financement envisagées pour les MAEC 2023 en Pays de la Loire sont les suivantes.

Financier	Part prévue dans le financement des mesures
Crédits européens (FEADER)	80%
Crédits nationaux (MASA)	20%

Cette notice d'information du territoire « Marais de Giguénais » est complétée par les notices spécifiques à chacune de ces mesures, incluant les cahiers des charges à respecter. L'ensemble de ces notices est mis à disposition sur le site internet de la DRAAF des Pays de la Loire.

5 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des financeurs présentés dans le tableau ci-dessus. Les plafonds sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

6 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Les critères définis pour ce territoire sont synthétisés dans le tableau suivant avec les seuils de classement.

Critères	Pondération	Classe				
		1	2	3	4	5
Part de la SAU de l'exploitation dans le PAEC	1	< 10%	≥ 10%	≥ 20%	≥ 30%	≥ 40%
Part de la SAU engagée sur la SAU éligible	2	< 10%	≥ 10%	≥ 20%	≥ 30%	≥ 40%
Surface engagée	1	< 2 ha	≥ 2 ha	≥ 4 ha	≥ 7 ha	≥ 10 ha
Enjeux à la parcelle	6	ESP 1	ESP2	ESP3 ou IAE		ESP4, ROSE ou MHU2

Chaque critère donne un nombre de point correspondant à la classe à laquelle il appartient multiplier par le coefficient de pondération. La somme des nombres attribue la note de classement du demandeur dans la liste de priorité.

En cas de contrainte budgétaire devant conduire à affiner la priorisation des demandeurs ayant une même note, et au regard de l'enveloppe réservée, il sera appliqué le critère supplémentaire suivants sur ces exploitations et uniquement celles-ci :

plus le taux de chargement UGB/ha de SFP est élevé moins l'engagement est prioritaire (pour des taux ≥ 0.2 UGB/Ha de SFP).

Les engagements avec des taux de chargement inférieurs à 0,2 UGB/ha de SFP sont les moins prioritaires.

La note ainsi que le taux de chargement du demandeur seront indiqués sur le diagnostic exploitation de l'année de la contractualisation.

7 LISTE DES FORMATIONS PROPOSEES

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre une obligation de réaliser une formation au cours des 2 premières années d'engagement dans la mesure. Cette formation devra être en lien avec les mesures engagées par l'exploitation et les enjeux du territoire. Les formations proposées sur le territoire sont listées ci-après.

Cette liste pourra évoluer. Pour plus d'informations, contacter la structure animatrice du territoire.

Thématique	Format (réunion d'information ou formation théorique/ technique ou échange de pratiques) + (Individuel ou collectif) + (théorique ou terrain)			Encadrant	Durée	Mesure(s) concernée(s)
Gestion du parasitisme en zone humide ou en système herbager	Formation Théorique + analyse de cas pratiques	Technique	Collectif	Chambre d'Agriculture des Pays de la Loire & GDS	1 J	Préservation des milieux humides - Amélioration de la gestion par le pâturage
						Gestion des Roselières
						Protection des espèces 1 à 4
						Gestion durable des IAE 1 et 3
Espèces exotiques envahissantes : concepts, biologie et observation sur site (cas de la Jussie)	Formation Théorique	Technique	Collectif	CEN PDL	1 J	Préservation des milieux humides - Amélioration de la gestion par le pâturage
						Gestion des Roselières
						Protection des espèces 1 à 4
						Gestion durable des IAE 1 et 3
Reconnaître les oiseaux et la flore de mon exploitation (protéger la faune lors de la fauche Être acteur de la préservation des roselières et scirpaies)	Formation Théorique sur le terrain	Technique	Collectif	LPO44	1 J	Préservation des milieux humides - Amélioration de la gestion par le pâturage
						Gestion des Roselières
						Protection des espèces 1 à 4
						Gestion durable des IAE 1 et 3
Gestion des infrastructures agroécologiques:	Formation	Technique	Collectif	Chambre	1 J	Préservation des milieux humides -

Thématique	Format (réunion d'information ou formation théorique/ technique ou échange de pratiques) + (Individuel ou collectif) + (théorique ou terrain)			Encadrant	Durée	Mesure(s) concernée(s)
mares, fossés, ligneux	Théorique + terrain			d'Agriculture des Pays de la Loire		Amélioration de la gestion par le pâturage
						Gestion des Roselières
						Protection des espèces 1 à 4
						Gestion durable des IAE 1 et 3
Améliorer la valorisation fourragère de ses prairies naturelles	Formation Théorique + terrain	Technique	Collectif	Chambre d'Agriculture des Pays de la Loire	1 J	Préservation des milieux humides - Amélioration de la gestion par le pâturage
						Gestion des Roselières
						Protection des espèces 1 à 4
						Gestion durable des IAE 1 et 3
La biodiversité dans et au-dessus du sol	Formation Théorique + terrain	Technique	Collectif	Chambre d'Agriculture des Pays de la Loire	1 J	Préservation des milieux humides - Amélioration de la gestion par le pâturage
						Gestion des Roselières
						Protection des espèces 1 à 4
						Gestion durable des IAE 1 et 3

8 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2025, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2025 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;

Pour les exploitations ayant des engagements en cours dans la **programmation 2015-2022**, il convient de le déclarer dans le formulaire de demande d'aide.

Pour les mesures présentent des exigences liées aux effectifs animaux (nombre d'UGB, chargement...). Vous devez déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

Pour les mesures s'adressant aux entités collectives et présentant des exigences liées aux effectifs animaux (nombre d'UGB, chargement...). Vous devez remplir le formulaire « Déclaration de montée et de descente d'estive » pour renseigner l'ensemble des animaux herbivores pâturent sur les surfaces collectives dont vous assurez la gestion. Ce formulaire est à renvoyer à la DDT(M) au plus tard le 15 novembre 2025, afin que celle-ci soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux présents sur vos surfaces.

² Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>